C

MTL. - 1 - L.8128/1.

Coordination (1)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 28 septembre 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement organique du service du maître général des stages", a donné le 8 octobre 1962 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 28e septembre 1962 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het organiek reglement van de dienst van de algemene stagemeester", heeft de 8e oktober 1962 het volgend advies gegeven :

6.XI.62

PREAMBULE.

Au deuxième alinéa, il convient de viser expressément l'article 4 du statut, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1959, lequel prévoit l'existence du règlement organique, ainsi que les articles 71 et 73 auxquels il est dérogé par l'article 6 du projet.

+

Au troisième alinéa, il convient de viser aussi l'article 22 de l'arrêté royal du 7 août 1939, lequel a reproduit et complété la disposition contenue dans l'article 74 du statut des agents de l'Etat.

+

L'article 2 du projet déroge à l'article 4 du statut syndical, qui ne prévoit un conseil du personnel que dans les services comptant au moins 25 agents. Il convient donc de viser, en particulier, l'article 4 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 à l'alinéa 5 du préambule.

+

L'intitulé exact, publié au Moniteur du 6 janvier 1962, de l'arrêté visé à l'alinéa 7 est : "Arrêté royal du 13 décembre 1961 instituant un service du maître général des stages et portant fixation du cadre organique du personnel dudit service".

+

Pour la rédaction du second considérant, il est proposé de légères modifications qui n'appellent aucun commentaire.

+

+ +

DISPOSITIF.

Par souci de concordance avec les textes antérieurs, il serait préférable de remplacer dans divers articles de l'arrêté les mots "Le Ministre dont relève le service du Maître général des stages" par les mots "Le Ministre qui a le service de l'administration générale dans ses attributions".

+

Article 3.

Plusieurs textes confèrent à des agents le droit d'être affectés par priorité à certains emplois vacants. On peut citer notamment l'arrêté royal du 27 janvier 1953 relatif à la réaffectation des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 26 juin 1962 relatif à la situation administrative des agents de l'Etat de l'ancien Ministère des Affaires africaines. La candidature éventuelle de bénéficiaires de ces mesures réglementaires pourrait limiter le pouvoir de choisir les candidats conféré au Ministre par l'article 3 du projet. Si le Gouvernement

estimait que le droit à l'affectation reconnu à certains agents par ces dispositions statutaires ne doit pas pouvoir s'exercer lors de l'attribution des emplois prévue à cet article 3, celui-ci devrait être complété par un paragraphe excluant l'application de ces dispositions statutaires. Le droit de préférence accordé par l'arrêté royal du 26 juin 1962 pourrait toutefois être écarté par un arrêté ministériel pris en application de l'article 7 de cet arrêté, qui dispose : "Sont exclus de l'application des articles 4 et 6 les emplois d'inspecteur adjoint des finances, de conseiller adjoint d'administration générale et d'actuaire, ainsi que les emplois correspondant aux grades désignés par le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, sur proposition du Ministre intéressé".

+

A l'article 3, § 3, alinéa 1er, il est proposé de remplacer les mots "moyennant l'avis motivé" par "après avis motivé", formule consacrée par l'usage. Au même alinéa, il n'est pas nécessaire de prescrire que la commission des stages, qui doit donner un avis préalable à une désignation, est tenue de prendre connaissance des candidatures. Cette obligation découle nécessairement de la mission confiée à la commission.

.../...

Au second alinéa du même paragraphe, la disposition qui prévoit la transmission par un Ministre à un autre Ministre de la copie d'un acte est une mesure d'organisation interne des services qui, normalement, ne doit pas figurer dans un texte réglementaire.

+

Article 4.

Dans l'expression "administration centralisée de l'Etat", on pourrait peut-être supprimer le mot "centralisée". Les mots "administration de l'Etat" semblent suffire.

+

Article 5.

Dans l'alinéa 2, il est proposé de remplacer les mots "et de ses droits à l'avancement" par "et ses titres à l'avancement",les agents n'ayant pas un droit à l'avancement.

+

Article 6.

Il est inutile d'écarter l'application de l'article 71 du statut, si l'article 22 de l'arrêté royal du 7 août 1939,qui l'a reproduit et complété, restait applicable. Comme,à s'en référer aux déclarations du délégué du Gouvernement, il convient d'écarter également

.../...

l'application de ce dernier article, il y a donc lieu de remplacer les mots "l'article 21" par les mots "les articles 21 et 22".

+

Article 7.

Il y a lieu de noter que le texte de cet article n'écarte pas l'application de l'article 20 de l'arrêté royal du 7 août 1939 et que, dès lors, la promotion devra être précédée de l'avis motivé du conseil de direction.

Suivant le délégué du Ministre, la "proposition" dont il est question à l'alinéa 2 n'est pas une formalité nouvelle; il s'agit de la proposition prévue aux articles 75 du statut et 23 de l'arrêté royal du 7 août 1939, qui, pour la première catégorie, ne lie pas l'autorité qui nomme.

A l'alinéa 3, le mot "nommés" devrait être remplacé par le terme "promus", car il s'agit en l'espèce d'emplois de promotion. D'autre part, les conditions de nomination énoncées sous le 1° exigent six mois de fonctions, alors que les conditions énoncées sous le 2° exigent plus de six mois de fonctions. Le délégué du Ministre reconnaît que cette différence ne se justifie pas et que la durée de l'exercice des fonctions pourrait être fixée uniformément à six mois.

+

Article 9.

La rétroactivité que prévoit cet article ne peut être admise que si elle a pour objet de régulariser des avantages d'ordre statutaire ou pécuniaire conférés à des agents. Elle serait illégale si elle devait avoir pour effet de porter atteinte à des avantages du même ordre conférés à des membres du personnel au cours de la période révolue couverte par la rétroactivité. En outre, la rétroactivité ne pourrait ni porter atteinte à la régularité de décisions prises pendant la période couverte par la rétroactivité, ni couvrir l'irrégularité dont pourraient être entachées certaines décisions prises au cours de cette période.

\+ +

Pour le surplus, le projet appelle des modifications de pure forme reprises dans le texte proposé ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT REGLEMENT ORGANIQUE DU SERVICE DU MAITRE GENERAL DES STAGES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 4 modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1959, l'article 71 et l'article 73;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, notamment les articles 21 et 22 modifié par l'arrêté royal du 24 septembre 1953;

Vu l'arrêté du Régent du 12 avril 1950 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 2 mai 1961 réglant l'exercice de l'autorité ministérielle sur les services du Premier Ministre;

.../...

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1961 instituant un service du Maître général des stages et portant fixation du cadre organique du personnel dudit service;

Considérant que la nature particulière des fonctions auprès du service du Maître général des stages requiert que les candidats aux emplois de la première catégorie puissent être choisis dans tous les Ministères;

Considérant qu'il importe que les candidats aient fait la preuve de leur aptitude au service du Maître général des stages avant de pouvoir y être nommés à un emploi de promotion de la première catégorie;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale, donné le 18 juillet 1962;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le conseil de direction des services du Premier Ministre est compétent à l'égard du personnel du service du Maître général des stages. Le Maître général des stages fait partie de ce conseil.

.../...

Article 2.-

Par dérogation à l'article 4, 3°, de l'arrêté royal du 20 juin 1955, il est institué un conseil du personnel pour le service du Maître général des stages quel que soit le nombre d'agents de ce service.

Article 3.-

§ 1er. Le Ministre qui a le service d'administration générale dans ses attributions peut pourvoir aux emplois permanents ou temporaires de la première catégorie du service du Maître général des stages par la désignation provisoire d'agents définitifs, détachés de leur administration d'origine selon la procédure prévue aux §§ 2 et 3.

§ 2. Les vacances d'emplois sont portées à la connaissance des agents intéressés de la première catégorie des administrations de l'Etat par la voie d'une information adressée à tous les Ministres par le Ministre qui a le service d'administration générale dans ses attributions. Cette information doit mentionner la nature de l'emploi à occuper et le délai d'introduction des candidatures.

Les agents introduisent leur candidature auprès du Ministre qui a le service d'administration générale dans ses attributions. Les candidatures doivent, sous peine de nullité, être envoyées par pli recommandé à la poste au plus tard le dernier jour du délai d'introduction. La candidature ne peut être prise en considération avant que le Ministre dont le candidat relève ait donné son accord au sujet du détachement éventuel de celui-ci.

.../...

§ 3. Les détachements sont effectués après avis motivé de la commission des stages; cette commission formule son avis après avoir procédé à toutes les investigations qui lui paraissent nécessaires. Elle peut, si elle le juge utile, procéder à l'audition des candidats qu'elle détermine.

Le détachement fait l'objet d'un arrêté royal, pris sur proposition du Ministre qui a le service d'administration générale dans ses attributions. Cet arrêté mentionne l'accord du Ministre dont relève l'agent.

Article 4.-

S'il compte au moins dix années de fonctions, à titre définitif ou temporaire en première catégorie, dans une administration de l'Etat, l'agent détaché peut être affecté à un emploi supérieur à celui qui correspond à son grade définitif.

Le délai visé à l'alinéa précédent est réduit de moitié lorsque l'emploi à pourvoir est d'un rang inférieur à celui de conseiller.

Article 5.-

Pendant la durée du détachement, l'agent a le rang et le traitement qui correspondent à l'emploi auquel il est affecté.

.../...

Tant qu'il n'est pas transféré aux services du Premier Ministre, il conserve le bénéfice de son grade et ses titres à l'avancement dans son administration d'origine.

La nomination obtenue en application de l'article 7 du présent arrêté implique le transfert.

Article 6.-

Les articles 71 et 73 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, ainsi que les articles 21 et 22 de l'arrêté royal du 7 août 1939 ne sont pas applicables à l'avancement de grade au sein de la première catégorie dans le service du Maître général des stages.

Article 7.-

La nomination définitive aux emplois de promotion de la première catégorie du service du Maître général des stages est faite par arrêté royal sur la proposition du Ministre dont relève ledit service.

A cette fin le conseil de direction formule une proposition après examen de l'avis motivé émis à son intention par la commission des stages au sujet des candidats qui répondent aux conditions fixées ci-après.

.../...

Peuvent seuls être promus :

1° les agents qui répondent aux conditions pour être promus à un emploi équivalent dans les autres services du Premier Ministre avec lesquels l'interpénétration n'est pas exclue, à la condition qu'ils aient exercé pendant six mois des fonctions de la première catégorie au service du Maître général des stages;

2° les agents qui, en application des articles 3 ou 4 du présent arrêté, ont exercé pendant six mois les fonctions de l'emploi à conférer.

Article 8.-

L'agent transféré au service du Maître général des stages pour y occuper un emploi de quelque catégorie que ce soit, ne participe à l'avancement dans les autres services du Premier Ministre avec lesquels l'interpénétration n'est pas exclue, que deux ans après son transfert.

Article 9.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1961, à l'exception de l'article 3, §§ 2 et 3, qui entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

.../...

Article 10.-

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

AANHEF.

In het tweede lid moet uitdrukkelijk worden verwezen naar artikel 4 van het statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1959, dat het organiek reglement aankondigt, alsook naar de artikelen 71 en 73, waarvan in artikel 6 van het ontwerp wordt afgeweken.

+

In het derde lid moet ook worden verwezen naar artikel 22 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, dat de bepaling van artikel 74 van het statuut van het Rijkspersoneel heeft overgenomen en aangevuld.

+

Artikel 2 van het ontwerp wijkt af van artikel 4 van het symdicaal statuut, krachtens hetwelk een personeelsraad alleen bestaat in diensten met ten minste 25 personeelsleden. In het vijfde lid van de aanhef moet dus speciaal worden verwezen naar artikel 4 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955.

+

Het juiste opschrift van het in het zevende lid vermelde besluit, zoals het in het Belgisch Staatsblad van 6 januari 1962 is bekendgemaakt, luidt : "Koninklijk besluit van 13 december 1961 tot instelling van een dienst van de algemene stagemeester en houdende vaststelling van het organiek personeelskader van bedoelde dienst".

+

.../...

Voor de tweede considerans worden lichte wijzigingen voorgesteld, die echter geen commentaar behoeven.

\+

\+ +

ARTIKELEN.

Ter wille van de overeenstemming met vroegere teksten, verdient het aanbeveling in de artikelen waarin ze voorkomen de woorden "de Minister, onder wie de dienst van de algemene stagemeester ressorteert" te vervangen door "de Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van algemeen bestuur behoort".

\+

Artikel 3.

Verscheidene teksten verlenen aan ambtenaren het recht om bij voorrang voor bepaalde openstaande betrekkingen te worden aangewezen. Bijvoorbeeld het koninklijk besluit van 27 januari 1953 betreffende de wedertewerkstelling der Rijksambtenaren en het koninklijk besluit van 26 juni 1962 betreffende de administratieve toestand der Rijksambtenaren van het voormalige

.../...

Ministerie van Afrikaanse Zaken. Stellen die ambtenaren hun kandidatuur, dan zou dit een beperking kunnen betekenen op de bevoegdheid, die artikel 3 van het ontwerp aan de Minister toekent, tot het kiezen van kandidaten. Mocht de Regering oordelen, dat het door die statuutbepalingen aan sommige ambtenaren toegekende recht op dienstaanwijzing niet mag worden uitgeoefend bij het begeven van de in artikel 3 bedoelde betrekkingen, dan dient dat artikel te worden aangevuld met een paragraaf welke de toepassing van die statuutbepalingen uitsluit. Het bij het koninklijk besluit van 26 juni 1962 verleende voorkeurrecht zou echter kunnen worden uitgesloten door een ministerieel besluit, vast te stellen op grond van artikel 7 van dat koninklijk besluit, hetwelk bepaalt : "De artikelen 4 en 6 vinden geen toepassing op de betrekkingen van adjunct-inspecteur van financiën, adjunct-adviseur van algemeen bestuur en actuaris, noch op de betrekkingen overeenstemmend met de graden die door de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort , op voorstel van de betrokken Minister worden aangewezen".

+

Voorgesteld wordt, in de Franse tekst van artikel 3, § 3, eerste lid, de woorden "moyennant l'avis motivé" te vervangen door de geijkte formule : "après avis motivé". In hetzelfde lid hoeft niet te worden bepaald dat de stagecommissie, die vóór een aanwijzing advies moet geven, gehouden is kennis te nemen van de kandidaturen. Die verplichting ligt besloten in de taak van de commissie.

.../...

In het tweede lid van dezelfde paragraaf is de bepaling, dat een Minister aan een andere Minister een afschrift van een besluit moet zenden, een maatregel van inwendige organisatie van de diensten, die normaal niet in een verordeningstekst thuis hoort.

+

Artikel 4.

In de term "gecentraliseerd Rijksbestuur" zou het woord "gecentraliseerd" misschien kunnen vervallen ; met "Rijksbestuur" lijkt volstaan te kunnen worden.

+

Artikel 5.

Voorgesteld wordt, in het tweede lid, de woorden "behoudt hij het voordeel van zijn graad en van zijn rechten op bevordering" te vervangen door "behoudt hij zijn graad en zijn aanspraken op bevordering". Ambtenaren hebben geen recht op bevordering.

+

.../...

Artikel 6.

Het heeft geen zin de toepassing van artikel 71 van het statuut uit te sluiten, indien artikel 22 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, waarin het is overgenomen en aangevuld, van toepassing blijft. Aangezien, naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, ook de toepassing van laatstgenoemd artikel moet worden geweerd, vervange men de woorden "het artikel 21" door "de artikelen 21 en 22".

+

Artikel 7.

Op te merken valt, dat de tekst van dit artikel de toepassing van artikel 20 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 niet uitsluit, zodat de bevordering moet worden voorafgegaan door het met redenen omkleed advies van de directieraad.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is het in het tweede lid bedoelde "voorstel" geen nieuwe formaliteit ; het is de voordracht als bedoeld in artikel 75 van het statuut en het voorstel als bedoeld in artikel 23 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, waardoor, voor de eerste categorie, de benoemende overheid niet gebonden is.

.../...

De inleidende volzin van het derde lid leze men als volgt : "Voor bevordering komen alleen in aanmerking : ...", want het gaat hier om bevorderingsbetrekkingen. Anderzijds worden in de bevorderingsvoorwaarden onder 1° zes maanden, onder 2° meer dan zes maanden ambtsuitoefening geëist. De gemachtigde ambtenaar erkent dat dit onderscheid niet verantwoord is en dat de duur van de ambtsuitoefening eenvormig op zes maanden zou kunnen worden bepaald.

+

Artikel 9.

De terugwerking welke dit artikel aan het ontwerp-besluit geeft, kan alleen worden aanvaard indien zij tot doel heeft, de aan de personeelsleden verleende statutaire of geldelijke voordelen te regulariseren. Zij zou onwettig zijn indien zij tot gevolg had, afbreuk te doen aan soortgelijke voordelen die aan het personeel mochten zijn toegekend in de periode van terugwerking. Voorts mag zij geen afbreuk doen aan de regelmatigheid van de beslissingen, die in de periode van terugwerking zijn genomen, evenmin als zij vermag de onregelmatigheid te dekken waardoor sommige in die periode genomen beslissingen mochten zijn aangetast.

+

.../...

Voor het overige zijn alleen over de vorm van het ontwerp opmerkingen te maken ; ze zijn in de hierna voorgestelde tekst verwerkt:

ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE HET ORGANIEK REGLEMENT VAN DE DIENST VAN DE ALGEMENE STAGEMEESTER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1959, op artikel 71 en op artikel 73 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 21 en 22 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 september 1953 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 12 april 1950 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, inzonderheid op artikel 4 ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 2 mei 1961 tot regeling van de uitoefening van het ministerieel gezag over de diensten van de Eerste-Minister ;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1961 tot instelling van een dienst van de algemene stagemeester en houdende vaststelling van het organiek personeelskader van bedoelde dienst ;

Overwegende dat, wegens de speciale aard van de ambten bij de dienst van de algemene stagemeester, de kandidaten voor de betrekkingen van de eerste categorie uit alle Ministeries moeten kunnen worden gekozen ;

Overwegende dat het betaamt dat de kandidaten het bewijs van hun bekwaamheid in de dienst van de algemene stagemeester hebben bewezen vooraleer zij er in een bevorderingsbetrekking van de eerste categorie benoemd kunnen worden ;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies, gegeven op 18 juli 1962 ;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De directieraad van de diensten van de Eerste-Minister is bevoegd voor het personeel van de dienst van de algemene stagemeester. De algemene stagemeester maakt deel uit van die raad.

Artikel 2.-

In afwijking van artikel 4, 3°, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 wordt een personeelsraad opgericht voor de dienst van de algemene stagemeester, ongeacht het aantal ambtenaren van die dienst.

Artikel 3.-

§ 1. De Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van algemeen bestuur behoort, kan in de vaste of tijdelijke betrekkingen eerste categorie van de dienst van de algemene stagemeester voorzien door voorlopige aanwijzing van vastbenoemde ambtenaren, die volgens de regels van de §§ 2 en 3 gedetacheerd worden uit het bestuur waartoe zij behoren.

.../...

§ 2. Het openstaan van betrekkingen wordt de betrokken ambtenaren eerste categorie van de Rijksbesturen ter kennis gebracht door middel van een mededeling,aan alle Ministers gericht door de Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van algemeen bestuur behoort. Die mededeling moet de aard van de te begeven betrekking en de termijn voor het indienen van kandidaturen vermelden.

De ambtenaren dienen hun kandidatuur in bij de Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van algemeen bestuur behoort. De kandidaturen moeten op straffe van nietigheid bij een ter post aangetekende brief worden verzonden uiterlijk de laatste dag van de indieningstermijn. De kandidatuur mag niet in aanmerking worden genomen vooraleer de Minister onder wie de kandidaat ressorteert, zijn instemming met dicns eventuele detachering heeft gegeven.

§ 3. De detacheringen hebben plaats na het gemotiveerd advies van de stagecommissie ; die commissie brengt haar advies uit nadat ze alle onderzoekingen ingesteld heeft, die haar noodzakelijk lijken. Indien zij het nuttig oordeelt, kan ze de door haar aangeduide kandidaten horen.

Ter zake van de detachering wordt een koninklijk besluit vastgesteld op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van algemeen bestuur behoort. Dat besluit vermeldt de instemming van de Minister onder wie de ambtenaar ressorteert.

.../...

Artikel 4.-

Indien de gedetacheerde ambtenaar, als vastbenoemde of als tijdelijke in de eerste categorie, ten minste tien jaar dienst telt in een Rijksbestuur, kan hij te werk worden gesteld in een hogere betrekking dan met zijn vaste graad overeenstemt.

De in het vorige lid bedoelde termijn wordt op de helft gebracht wanneer de te begeven betrekking lager is dan die van adviseur.

Artikel 5.-

Voor de duur van zijn detachering heeft de ambtenaar de rang en de wedde die overeenstemmen met de betrekking waarvoor hij aangewezen is.

Zolang hij niet naar de diensten van de Eerste Minister overgeplaatst is, behoudt hij zijn graad en zijn aanspraken op bevordering in zijn bestuur van herkomst.

De benoeming die op grond van artikel 7 van dit besluit verkregen is, brengt overplaatsing mee.

.../...

Artikel 6.-

De artikelen 71 en 73 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, alsook de artikelen 21 en 22 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 zijn niet van toepassing op de bevordering tot een hogere graad in de eerste categorie in de dienst van de algemene stagemeester.

Artikel 7.-

De vaste benoeming in bevorderingsbetrekkingen eerste categorie van de dienst van de algemene stagemeester wordt bij koninklijk besluit gedaan op de voordracht van de Minister onder wie die dienst ressorteert.

Te dien einde doet de directieraad een voorstel, na onderzoek van het gemotiveerd advies dat te zijnen behoeve door de stagecommissie uitgebracht werd betreffende de kandidaten die aan de hierna gestelde eisen voldoen.

Bevorderd kunnen alleen worden :

1° ambtenaren die voldoen aan de eisen om bevorderd te worden in een gelijkwaardige betrekking in de andere diensten van de Eerste-Minister, waarmede interpenetratie niet uitgesloten is, op voorwaarde dat ze gedurende zes maanden een ambt van de eerste categorie in de dienst van de algemene stagemeester hebben uitgeoefend ;

.../...

2° ambtenaren die zes maanden ambtsuitoefening in de te begeven betrekking hebben overeenkomstig artikel 3 o. 4 van dit besluit.

Artikel 8.-

De ambtenaar die naar de dienst van de algemene stagemeester is overgeplaatst om er een betrekking van welke categorie ook uit te oefenen, komt slechts twee jaar na zijn overplaatsing in aanmerking voor bevordering in de andere diensten van de Eerste Minister, waarmede interpenetratie niet uitgesloten is.

Artikel 9.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1961, met uitzondering van artikel 3, §§ 2 en 3, dat in werking treedt de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 10.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken en
van het Openbaar Ambt,

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.